

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.

SOUS RÉSERVE DE  
MODIFICATIONS



86/66

Allocution du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures, devant  
la Chambre de Commerce de  
Scarborough et la "Chinese  
Business Association of  
Scarborough and North York"

TORONTO

Le 14 novembre 1986

Nous vivons à une époque où la prospérité et la vulnérabilité de chacun dépend de l'autre - une époque d'interdépendance croissante.

Car le fait est que nous ne pouvons à la fois réduire nos liens avec le reste du monde et maintenir notre niveau de vie. On ne peut se tenir à l'écart du grand village.

Les économies mondiales dépendent les unes des autres, tout comme les prêteurs et les emprunteurs, les acheteurs et les vendeurs, les investisseurs et les détenteurs de licences. Aucune nation, quelle que soit sa puissance, n'est une île en soi. La situation du commerce aux États-Unis en est la preuve. Qui aurait pu deviner, il y a quelques années, que ce pays serait nettement déficitaire? Qu'il importerait deux fois plus de produits qu'il en exporte?

Pour leur part, les Canadiens dépendent des investissements et des technologies de l'étranger pour développer leurs propres ressources. Nous comptons sur d'autres pour acheter notre blé et notre avionnerie, nos bovins de race et notre matériel de communications. Et nous nous tournons vers d'autres pays pour nous procurer quantité de produits de grande qualité, qui ont fait de notre niveau de vie l'un des plus élevés au monde.

Tant que nous resterons efficaces, productifs et consciencieux, nous serons en mesure de produire beaucoup plus que ce que nous pouvons consommer. Mais pour prospérer, nous devons vendre à d'autres notre production excédentaire.

Nous sommes confrontés à une concurrence très vive - aussi bien loyale que déloyale. Beaucoup d'autres gouvernements interviennent directement pour protéger les intérêts économiques de leurs industries à l'aide de tarifs douaniers, de subventions et de règlements restrictifs.

La bataille des subventions agricoles entre les États-Unis et la Communauté européenne montre bien quelles proportions peuvent prendre de telles interventions. Quelqu'un a dit en plaisantant que les Européens allaient bientôt payer leurs agriculteurs pour faire pousser du blé au sommet des Alpes, mais cela n'est pas si éloigné de la réalité qu'on pourrait le croire. Nous connaissons tous des exemples fragrants et récents de protectionnisme américain.

Mais l'interdépendance va bien au-delà des exportations et des importations. L'essor des sociétés multinationales a entraîné un vaste mouvement de compagnies subsidiaires et de technologies entre les sociétés, ainsi qu'une véritable course aux investissements de capitaux entre les gouvernements nationaux et locaux.

Nous assistons également à des changements d'un autre ordre. Le Japon et la Suisse ont montré que les ressources technologiques et humaines allaient supplanter les ressources naturelles en tant que moteur de la vitalité et de la prospérité économique.

Les progrès scientifiques qui ont contribué à la "révolution verte" ont permis à de nombreux pays d'assurer leur auto-suffisance en produits alimentaires de base. Les matériaux fabriqués ont fait baisser la demande pour de nombreux minéraux. Les technologies de pointe ont permis de créer de nouveaux produits et services à un rythme effréné, transformant les marchés mondiaux en l'espace de quelques années.

Il y a deux ans, le gouvernement publiait un document intitulé Une nouvelle direction pour le Canada: un programme de renouveau économique. Il s'agissait d'un plan de portée générale pour bâtir une économie compétitive au niveau international.

Nous avons reconnu que des relations fédérales-provinciales plus productives constituaient un préalable essentiel à la croissance nationale. Pour être réellement compétitifs à l'étranger, il nous faut collaborer au pays. Ce gouvernement a tenu des conférences annuelles des Premiers ministres, de nouvelles réunions sur nos initiatives en matière de politique commerciale ainsi que des rencontres régulières entre les ministres du commerce du gouvernement fédéral et des provinces, tout au long de l'année.

Nous avons conçu une stratégie financière à moyen terme visant à assurer la stabilité des finances par un contrôle des dépenses du gouvernement et la réduction du déficit. Nous avons entamé une vaste réforme de la fiscalité dans le but d'établir un cadre fiscal propice à une plus grande efficacité, aux investissements productifs et au succès à l'exportation. Ce gouvernement veut encourager les entreprises canadiennes à prendre des décisions fondées davantage sur l'évolution des marchés et moins sur des calculs d'astuces fiscales.

Nous tâchons de réviser les règlements dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne - des transports aux communications en passant par les services financiers - comme moyen supplémentaire d'accroître notre compétitivité internationale.

Nous sommes maintenant beaucoup plus ouverts aux investissements étrangers. Nous reconnaissons leur importance en ce qui a trait à la création d'emplois et à l'innovation technologique. La création d'Investissement Canada a permis de faire savoir aux investisseurs éventuels que le Canada souhaite faire affaires avec eux.

En consultation avec le ministère de l'Expansion industrielle régionale et Investissement Canada, mon Ministère a lancé une campagne promotionnelle de 10 millions de dollars pour encourager les investissements étrangers productifs au Canada. Nous avons nommé des conseillers en investissement à Londres, Bonn, Paris, Tokyo et aux États-Unis.

Pour aider les entreprises à acquérir et adopter la technologie étrangère, nous avons placé des agents de développement technologique en poste à Tokyo, Londres, Bonn, Stockholm et dans plusieurs villes américaines.

Le gouvernement a procédé à une revue complète des questions relatives au financement des exportations; il s'est penché entre autres sur les améliorations à apporter aux services offerts par la Société pour l'expansion des exportations, notamment en simplifiant les procédures, en proposant de nouvelles garanties aux petites et moyennes entreprises ainsi que dans le domaine des produits agricoles.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, le gouvernement a mis au point une Stratégie nationale du commerce en consultation avec les provinces et le secteur privé. Cette approche concertée vis-à-vis de la promotion des exportations regroupe trois volets:

- renforcement de l'accès aux marchés mondiaux;
- amélioration de la compétitivité canadienne, et
- une plus grande efficacité du marketing international.

Le succès de la Stratégie repose essentiellement sur l'identification de pays, de secteurs et de débouchés particuliers, auxquels la priorité est donnée en matière d'exportation.

Dans la recherche de nouveaux débouchés et de nouveaux investissements, nous prospectons dans toutes les directions; ce que j'ai pu constater sur chaque continent où j'ai eu l'occasion de me rendre ces deux dernières années.

Pour ce qui est de la région Asie-Pacifique, par exemple, nous avons ouvert récemment de nouveaux bureaux commerciaux à Shanghai, Osaka, Auckland et Bombay. Mon collègue, le ministre du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, conduira une mission au Japon à la fin de ce mois en vue d'établir de nouveaux marchés. Le Premier ministre s'est fait lui-même le porte-parole de nos exportateurs au Japon, en Chine et en Corée au printemps dernier. J'ai pris l'habitude de me faire accompagner de chefs d'entreprise canadiens dans les pays susceptibles de leur offrir des possibilités d'activités commerciales ou d'investissements. Au cours de mon plus récent voyage, plus de vingt dirigeants d'entreprises canadiennes m'ont accompagné en Amérique du Sud, avant que je n'aie assisté, à Punta del Este, à l'ouverture de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

Mais c'est d'une politique commerciale, et non du développement des exportations, que dépend avant tout l'accès à long terme aux marchés. Comme vous le savez, nous avons élaboré une double stratégie en matière de politique commerciale: des négociations bilatérales avec les États-Unis, d'une part, et des négociations multilatérales dans le cadre du GATT, d'autre part. Dans un monde en pleine évolution, il est impératif de défendre les intérêts nationaux du Canada chaque fois que l'occasion s'y prête.

Nous jouons un rôle de premier plan au GATT en exerçant nos droits et en nous acquittant de nos responsabilités. En tant que nation dépendant du commerce extérieur plus que beaucoup d'autres, nous sommes parfaitement conscients des enjeux de l'Uruguay Round. Mais les accords que nous chercherons à conclure à cette occasion ne suffiront pas à protéger tous nos intérêts. Les États-Unis achètent près de 80 % de toutes les exportations canadiennes; toutefois, il existe actuellement dans ce pays un sentiment protectionniste extrêmement fort. Nous avons engagé des négociations bilatérales avec les États-Unis pour une seule raison: il était vital, dans l'intérêt national du Canada, de le faire.

Il serait irresponsable de ne pas s'y essayer, en cette époque de concurrence et de protectionnisme. Plus de deux millions d'emplois canadiens et deux millions d'emplois américains dépendent des échanges commerciaux entre les deux

pays. Nos relations sont bien trop diversifiées, trop complexes et trop étroites pour ne pas essayer de les améliorer.

Nos objectifs à l'égard des négociations multilatérales et des négociations bilatérales sont complémentaires. Un accord commercial entre les deux pays pourrait avoir une grande incidence sur les négociations multilatérales.

Le Canada et les États-Unis pourraient, en faisant preuve de plus de discipline, créer un précédent susceptible de lever toute une série d'obstacles au commerce qui ont surgi dernièrement et qui touchent aujourd'hui tous les pays. Le Canada et les États-Unis ont besoin de nouvelles règles pour régir la circulation considérable de produits de l'un à l'autre. Il est dans l'intérêt de chacun de chercher à définir de nouveaux terrains d'entente.

Le Canada est une nation commerçante qui tire un peu plus de 30 % de son produit national brut des exportations. L'Ontario est aussi une province commerçante. Les entreprises d'exportation représentent plus du tiers de la production provinciale. Un emploi sur cinq environ en Ontario dépend de la prospérité du commerce extérieur. En 1985, les exportations pour l'ensemble du Canada s'établissaient à 4 870 \$ par habitant. En Ontario, les exportations pour la même année s'établissaient à 6 525 \$ par habitant.

Le Canada et les États-Unis sont, de loin, l'un pour l'autre le plus important partenaire commercial. Cette année, le commerce des marchandises entre les deux pays dépassera 120 milliards \$ US. Si l'on ajoute les services tels que l'expédition, le tourisme, l'assurance et les télécommunications, le montant atteint 146 milliards \$ US. Nous devons donc pouvoir compter sur un accès sûr à ce marché.

Il y a cinquante ans, les États-Unis étaient la proie du protectionnisme. La loi Smoot-Hawley a été adoptée et la politique de repli des États-Unis a entraîné le monde dans une dépression encore plus grave. Cette situation extrêmement préjudiciable a été redressée par un accord bilatéral conclu entre M. Mackenzie King et le Président Roosevelt en 1938, qui devait inaugurer une ère de libéralisation du commerce entre nos deux pays. Cet accord a servi de fondement au GATT, de même qu'un accord passé aujourd'hui entre le Canada et les États-Unis pourrait briser cette nouvelle vague d'insularisme américain, et, par là même, créer de nouvelles possibilités pour un système commercial mondial plus ouvert.

Mais, à l'heure actuelle, et c'est bien naturel, certaines personnes abordent ces questions avec crainte. Elles pensent qu'en acceptant de négocier, le Canada se fera jouer un tour. Cette attitude consiste tout bonnement à sous-estimer le Canada. Nous sommes assez forts pour nous en tirer. Ce pays est capable d'égaliser les meilleures performances au monde, voire même de les surpasser.

La véritable question n'est pas de savoir ce que d'autres pays vont nous faire. La véritable question est de savoir ce que le Canada peut faire pour lui-même. Ce débat est pour nous un test de confiance en soi. C'est un test de maturité pour les Canadiens.

Notre pays possède la force, le talent et la confiance, et nous devons nous en servir, faute de quoi nous risquons de compromettre la force économique qui nous permettra de poursuivre les objectifs et de défendre les intérêts qui nous sont propres.

Il ne fait aucun doute que ces initiatives constituent une étape décisive dans la croissance du Canada en tant que nation. Cette situation prêterait à controverse; mais il y a toujours matière à controverse lorsqu'une nation va de l'avant. Toute réforme rencontrera de la résistance de la part de gens qui se satisfont de la situation actuelle, ou de la part de ceux qui doutent de la capacité du Canada à défendre ses positions.

Nous avons travaillé pour établir nos compétences, notre identité et notre confiance. Nous vivons dans le monde, en fait nous prospérons dans le monde et les nouvelles possibilités en matière de commerce nous donne aujourd'hui l'occasion de relancer la croissance, de créer de nouveaux emplois et de continuer à fortifier et à affirmer notre identité distincte. C'est pour cela que nous sommes ici.